

L'éducation à l'orientation professionnelle dans l'enseignement obligatoire à temps plein en Europe

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE À TEMPS PLEIN

BELGIQUE (COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE)

Année scolaire 2007/2008

En Belgique, le mineur est soumis à l'obligation scolaire pendant une période de douze années commençant avec l'année scolaire qui prend cours dans l'année où il atteint l'âge de six ans et se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans. Mais les jeunes de moins de dix-huit ans ne se retrouvent pas tous à l'école secondaire à temps plein jusqu'à l'âge de 18 ans. En effet, la loi sur l'obligation scolaire de 1983 n'impose une scolarité à temps plein qu'aux seuls élèves âgés entre 6 et 15 ans (16 ans s'ils n'ont pas accompli les deux premières années de l'enseignement secondaire) et autorise les autres à satisfaire à l'obligation de scolarité par l'option d'une des formations alternatives – à temps partiel – soit à l'école (*Teilzeitunterricht*), soit en entreprise. Il en découle que normalement, c'est à dire s'il n'y a pas eu de redoublement d'année scolaire, tous les jeunes gens suivent un enseignement à temps plein au moins pendant les six années de l'école primaire et les trois premières années de l'école secondaire.

L'enseignement secondaire est divisé en trois cycles (*degrés*) d'une durée de deux années chacun. Le 1^{er} degré (*d'observation*) consiste en un enseignement commun pour tous les élèves. Afin de permettre un parcours pédagogique différencié et mieux adapté aux besoins de certains élèves, ces deux premières années peuvent également être organisées de manière différenciée. Les 2^e et 3^e degrés (*d'orientation et de détermination*) comportent un enseignement général, un enseignement technique et un enseignement professionnel (l'enseignement artistique n'étant pas organisé en Communauté germanophone). S'il n'y a pas eu de redoublement d'année(s) scolaire(s), le 1^{er} degré et la première année du 2^e degré de l'enseignement secondaire sont obligatoires pour tous les élèves. Le moment clé de l'orientation des élèves se situe à la fin du 1^{er} degré, au passage vers le 2^e degré où les élèves doivent faire le choix entre les *sections de transition* (tout l'enseignement général et certaines filières d'études de l'enseignement technique) qui ont comme finalité première la préparation à l'enseignement supérieur, et les *sections de qualification* (la plupart des filières d'études de l'enseignement technique et toutes celles de l'enseignement professionnel) qui préparent à l'entrée dans la vie professionnelle tout en sauvegardant la possibilité de poursuivre des études dans l'enseignement supérieur.

CADRE LÉGAL ET OBJECTIFS NATIONAUX

Il y a en Communauté germanophone de Belgique trois institutions qui sont légalement chargées, entre autres, de tâches d'orientation professionnelle: les Centres Psycho-Médico-Sociaux, les écoles et l'*Arbeitsamt* (l'Office de l'emploi). En Belgique, l'orientation scolaire date de 1936. En marge des institutions scolaires proprement dites, la loi a organisé des **Centres Psycho-Médico-Sociaux (Centres PMS)** destinés à assurer des tâches de guidance psychologique et sociale au profit des élèves, ainsi qu'un accompagnement

médical tout au long de leur carrière scolaire. De plus, les centres ont pour mission légale de *fournir aux élèves, aux personnes qui exercent la puissance parentale, aux autorités scolaires et à tous ceux qui participent directement au processus éducatif et pédagogique des élèves, des informations et des avis concernant les possibilités scolaires et professionnelles, en vue de promouvoir le processus de choix individuel.*

Depuis 1989, il n'y a plus de politique nationale et d'objectifs nationaux pour l'éducation, l'enseignement et la formation puisque chacune des trois Communautés est devenue responsable de la politique qu'elle entend mener dans ces domaines. En Communauté germanophone, il y a trois Centres PMS, un par réseau d'enseignement. Un des objectifs politiques de l'actuel gouvernement (2004-2009) est d'arriver à fusionner ces trois Centres PMS en un seul afin d'utiliser de manière plus efficace et mieux ciblée les importantes ressources humaines et financières investies par le budget de la Communauté dans ce domaine.

Les **écoles** elles-mêmes ont également des responsabilités en matière d'orientation professionnelle. Le décret du 31 août 1998 (*Grundlagendekret*) relatif aux missions confiées aux pouvoirs organisateurs et au personnel des écoles attribue les responsabilités dans le système d'orientation aux différents acteurs à l'école: le conseil de classe, les parents, les Centres psycho-médico-sociaux. L'article 15 ("Information sur les formations et les professions") dit en substance: *Les écoles sont obligées, en collaboration avec les centres PMS ou d'autres établissements spécialisés, d'informer et de conseiller les élèves et les personnes chargées de leur éducation sur les études, formations et professions possibles.*

Le 17 janvier 2000, la Communauté germanophone a créé par décret l'**Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Office de l'emploi)** et lui confie – en plus des tâches traditionnelles dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle – une mission de coordination et de restructuration d'un domaine d'activités dans lequel les services de l'emploi n'étaient pas encore actifs, celui de l'orientation professionnelle des moins de 18 ans, ceci en coopération et concertation avec d'autres instances, et particulièrement les Centres PMS.

RESPONSABILITÉS

Actuellement, les trois **Centres Psycho-Médico-Sociaux** en Communauté germanophone desservent prioritairement les établissements de l'enseignement ordinaire et spécial de leur réseau. Les Centres PMS ont, entre autres, la mission d'orienter les élèves. Les agents, tantôt informateurs, tantôt chargés d'accompagner les choix de comportement, mènent ainsi une action de guidance psychologique, médicale et sociale. Un agent du Centre PMS peut participer aux *Conseils de classe*.

Les Centres PMS se doivent d'aider les jeunes à acquérir des connaissances suffisantes à propos des métiers actuels et à venir, et pas seulement sur les formations qui y conduisent. À cette fin, ils disposent d'une documentation importante concernant les études et les professions en Communauté germanophone, dans les autres Communautés de Belgique, surtout en Communauté française, limitrophe, et dans les pays voisins, tout proches, surtout en Allemagne.

Le fondement de la responsabilité des **écoles** se trouve dans deux décrets: celui du 31 août 1998 (*Grundlagendekret*) relatif aux missions confiées aux pouvoirs organisateurs et au personnel des écoles et celui du 16 juin 2008 établissant des compétences essentielles et des programmes cadres dans l'enseignement. Il reste assez général, puisque dans le premier décret nous lisons que l'école doit "... *préparer les élèves à prendre une place active et créative dans la vie économique et professionnelle*", et – dans le second décret – que le cours de technologie à l'école primaire et au 1^{er} degré de l'école secondaire doit contribuer à rendre les élèves aptes à faire un choix bien fondé lorsque, à 14 ans, c'est à dire à la fin du 1^{er} degré de l'école secondaire, les élèves doivent faire un choix important pour la suite de leur formation scolaire et professionnelle. Seulement, ce n'est pas la législation centrale qui fixe les méthodes et les contenus pédagogiques au moyen desquels l'école doit atteindre ces buts généraux. Les contenus et méthodes au moyen desquels ils comptent atteindre les objectifs des programmes et développer les compétences fixées par décret relèvent en effet de l'autonomie des écoles et donc de la responsabilité des pouvoirs organisateurs et des enseignants.

Dans l'enseignement secondaire, une responsabilité d'orientation scolaire et/ou de formation professionnelle des élèves incombe au **Conseil de classe** qui a la tâche de délivrer des attestations d'orientation A, B ou C en fonction des résultats obtenus par les élèves (attestation d'orientation A: réussite et poursuite des études au choix de l'élève; B: réussite, mais avec une ou plusieurs restrictions, empêchant l'accès à certaines orientations d'études; C: échec, signifiant redoublement de l'année ou – si l'élève à 15 ans au moins – proposition de choisir une formation en alternance, soit dans l'enseignement à temps partiel (*Teilzeitunterricht*, organisé dans certaines écoles seulement), soit en entreprise, soit encore sous la forme d'un contrat d'apprentissage pour une formation en partie dans une entreprise et pour l'autre partie dans un des deux centres de l'IAWM, l'Institut de formation professionnelle des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises. Lors des conseils de classe centrés davantage sur les conseils d'orientation donnés aux élèves, un représentant du Centre PMS peut être présent pour éclairer les enseignants par les données dont le Centre dispose de par son accompagnement des élèves qui, souvent, dure depuis longtemps.

Par le décret du 17 janvier 2000 créant un Office de l'emploi en Communauté germanophone, **l'Arbeitsamt** se voit chargé d'une mission de *Berufs- und Ausbildungsberatung* (information et guidance dans le domaine des professions et des formations). À la demande expresse du gouvernement, il a réalisé – en coopération et concertation avec les Centres PMS – un guide pour les écoles visant à améliorer et à mieux coordonner l'éducation à l'orientation professionnelle (*Leitfaden zur Berufswahlorientierung von Schülern und Lehrlingen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft*).

Le **rôle du ministère et du gouvernement** ne doit pas être sous-estimé. Dans le cadre de son analyse du bon fonctionnement de la Communauté germanophone, le gouvernement a dressé au début de la présente législature (2004-2009) un long catalogue de plus de 170 mesures (*Maßnahmenkatalog der Regierung*) avec – pour chacune d'elles – des projets et un plan d'action concret à réaliser jusqu'en 2009. Ce catalogue de mesures est révisé et actualisé chaque année. Une dizaine de ces mesures vise directement ou indirectement

l'amélioration de l'information sur les études, les formations et les professions ainsi que l'orientation scolaire et professionnelle.

L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION DANS LE CURRICULUM

Les programmes des cours relèvent de la seule responsabilité des pouvoirs organisateurs et ne sont pas fixés par une législation centrale. Ils doivent cependant tenir compte du *décret du 16 juin 2008 établissant des compétences essentielles (Kernkompetenzen) et des programmes cadres (Rahmenpläne) dans l'enseignement*. Ces programmes cadres ainsi que les contextes de contenu qui y sont mentionnés sont obligatoires et peuvent être considérés comme des programmes minimum imposés à toutes les écoles. Les compétences (*Kompetenzerwartungen*) qui y sont décrites pour les diverses disciplines doivent être développées chez tous les élèves de toutes les écoles.

Même si ces programmes cadres n'incluent pas un cours d'éducation à l'orientation, cela ne signifie nullement que cette thématique soit absente. Ainsi, dans le programme cadre pour les sciences naturelles et la technologie, nous pouvons lire dans une section intitulée *"L'apport spécifique de la technologie au développement de compétences"* "... Le cours de technologie contribue à découvrir et à développer des talents, à cultiver le plaisir que l'on a à solutionner des problèmes et à **éveiller l'intérêt pour des professions à orientation technique. À la fin du 1^{er} degré de l'école secondaire** [à l'âge de quatorze ans], **les élèves prennent une décision fondamentale pour la suite de leur formation scolaire et professionnelle. Le contact avec la technologie à l'école fondamentale et au 1^{er} degré de l'école secondaire contribue à rendre les élèves aptes à faire un choix bien fondé**". Le législateur n'impose cependant pas la méthode, ni les contenus pour atteindre cet objectif. Ces aspects relèvent de l'autonomie des écoles et des enseignants. On peut dire que de nombreuses initiatives sont prises à ce niveau-là dans le domaine de l'éducation à l'orientation professionnelle. En plus d'un certain nombre de leçons que les enseignants consacrent dans plusieurs disciplines aux professions et métiers sous des éclairages divers, il y a de très intéressantes activités extrascolaires au programme de la plupart des écoles. De nombreuses classes visitent des ateliers de fabrication artisanale et d'autres entreprises (boulangeries, garages, ...). Dans d'autres communes, on organise une ou deux *Journées des portes ouvertes* où un certain nombre d'entreprises et de services publics accueillent les élèves intéressés des 5^e et 6^e années primaires par exemple.

Stages en entreprise dans le cadre du curriculum

Dans l'enseignement obligatoire – qui s'étend de 6 à 18 ans – seuls les programmes d'études des sections de l'enseignement de qualification – techniques et professionnelles, 2^e et 3^e degré – prévoient des visites d'entreprises, des stages d'observation et des stages de travail en entreprise, ces derniers pouvant être organisés soit un jour par semaine soit – principalement au 3^e degré – sur des périodes continues de deux à six semaines.

La loi sur l'obligation scolaire autorise les jeunes entre 15/16 ans et 18 ans à satisfaire à l'obligation de scolarité par l'option d'une des formations alternatives, à temps partiel, soit à l'école (*Teilzeitunterricht*), soit en dehors de l'école, dans une entreprise et un Centre de formation géré par l'IAWM, l'Institut de formation professionnelle des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises. Dans ces formations alternatives, la présence des

jeunes en entreprise ne peut cependant pas être considérée comme un stage. La formation duale organisée par l'IAWM par exemple repose sur un contrat d'apprentissage signé entre une entreprise agréée par l'Institut et le jeune et ses parents. Le jeune travaille pendant 3 ou 4 jours par semaine dans une entreprise avec le statut d'apprenti (*Lehrling*) et touche une petite rémunération; pendant 1 ou 2 jours, il suit des cours de formation générale et technique en rapport avec sa formation professionnelle dans un des Centres de l'IAWM.

Quant à l'enseignement à temps partiel, le *Teilzeitunterricht*, qui prévoit aussi une présence des jeunes en entreprise, il est prévu de le restructurer, d'élaborer une nouvelle base légale pour cette forme d'enseignement et d'intensifier les coopérations avec les entreprises de l'économie sociale, en vue de créer davantage de possibilités de stages.

AUTRES FORMES D'ACTIVITÉS/DE SERVICES D'ORIENTATION

Contacts avec le monde professionnel

Tout au long de la scolarité obligatoire et sur initiative d'enseignants motivés, il y a de très intéressantes activités au programme de la plupart des écoles. Parmi celles-ci, citons l'initiative d'inviter à l'école primaire des professionnels, des gens de métier ou encore l'activité extrascolaire d'une visite d'entreprise. À l'école secondaire, ce contact avec le monde professionnel se fait surtout par les stages en entreprises prévus dans les programmes d'études des sections techniques et professionnelles. Les élèves de l'enseignement général devraient eux aussi avoir l'occasion d'entrer en contact avec le monde professionnel. C'est du moins une proposition d'un groupe de travail qui prépare une réforme de l'enseignement secondaire.

Depuis 16 ans, l'IAWM, l'Institut de formation des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises, organise ses *Schnupperwochen* (semaines d'exploration d'entreprises) durant les deux semaines de vacances scolaires à Pâques. Tous les 5 000 jeunes en âge d'obligation scolaire de 15 ans à 18 ans sont invités personnellement – par l'intermédiaire des écoles – à venir visiter et découvrir une ou plusieurs des entreprises qui ont donné leur accord pour cette action. Ils peuvent y passer quelques heures, une ou plusieurs journées et même y travailler à l'essai. En 2008, plus de 800 jeunes et 275 entreprises ont répondu à l'appel.

Services d'orientation à l'école

Le conseil de classe est le principal acteur responsable de l'orientation des élèves à l'école. Il associe à cette fin le Centre PMS (voir ci-dessous) et les parents. À l'issue des huit premières années de la scolarité obligatoire, les élèves sont orientés vers la forme d'enseignement la mieux adaptée à leurs aspirations et à leurs capacités: l'enseignement général, l'enseignement technique ou l'enseignement professionnel, ou encore, une ou deux années plus tard, vers une des formations professionnelles organisées par l'IAWM sous la forme d'un contrat d'apprentissage.

Dans le cadre de leur responsabilité pour l'orientation scolaire et professionnelle, les écoles secondaires mettent à la disposition de leurs élèves des brochures d'information sur les études et les diverses possibilités de formation professionnelle en Communauté germanophone ou en dehors de celle-ci. Citons à titre d'exemple la brochure *JOB Start* –

Bewerberinfos, éditée par le ministère depuis 2004 pour faciliter la transition des élèves et des apprentis de l'école ou d'une formation professionnelle soit vers des études ou une qualification supplémentaire, soit vers l'entrée dans la vie professionnelle.

Les écoles secondaires organisent des journées ou des soirées d'information sur les études et les professions en collaboration avec les Centres PMS, l'*Arbeitsamt*, l'IAWM, l'association des parents, les universités et hautes écoles, les services clubs et d'autres partenaires.

Services d'orientation hors école

Les Centres PMS sont des lieux d'accueil et d'écoute, où des équipes pluridisciplinaires (conseillers psychopédagogiques, auxiliaires psychopédagogiques, auxiliaires sociaux, auxiliaires paramédicaux et médecins) offrent des services gratuits aux élèves et à leurs parents, ainsi qu'aux enseignants intéressés. Les Centres PMS interviennent soit à la demande des jeunes, de leurs parents ou de l'école, soit de leur propre initiative, dans des circonstances diverses. Ils travaillent en étroite collaboration avec les écoles, où ils disposent parfois d'un local, et avec l'*Arbeitsamt*, l'Office de l'emploi. Tout le long du parcours scolaire de l'élève dans l'enseignement secondaire, le rôle du Centre PMS consiste à orienter ou à réorienter celui-ci. En cas de difficultés particulières, un diagnostic et un plan de traitement sont établis en accord avec l'école et les parents. Dans ce cas, la méthode de travail usuelle est l'entretien individuel, généralement pendant une journée de classe, si possible lors de pauses ou de périodes pendant lesquelles l'élève n'a pas cours. Les interventions collectives sont également possibles, par exemple pour des séances d'information, d'éducation au choix des études ou d'une profession, pour des tests, etc. Dans ces cas, le conseiller du Centre PMS se rend généralement en classe.

Le *Girls Day*, une journée d'action européenne pour l'orientation professionnelle des jeunes filles, fut organisée en Communauté germanophone le 24 avril 2008 à l'initiative de l'IAWM, qui ajoutait ainsi un nouvel élément important à l'orientation professionnelle organisée dans les écoles. Pour les jeunes filles de 11 à 18 ans, ce fut une excellente occasion de vivre dans l'une ou l'autre des 39 entreprises qui ont participé à l'action, la réalité de l'activité professionnelle et de faire connaissance avec le monde du travail et divers champs professionnels qui ne sont pas considérés comme typiquement féminins.

L'IAWM met à la disposition des jeunes gens et des entreprises (agrées pour former des apprentis) une plateforme électronique appelée *Lehrstellenbörse*, c'est-à-dire une bourse de places d'apprentissage. Les entreprises peuvent y placer leur offre de place(s) vacante(s) pour un contrat d'apprentissage et les élèves à la recherche d'une formation duale extrascolaire peuvent y trouver une offre constamment actualisée.

L'*Arbeitsamt* met à la disposition des jeunes gens, mais aussi des Centres PMS, de l'IAWM et des Centres d'informations pour jeunes, des publications diverses: une brochure de 31 pages présentant toutes les formations que les jeunes gens peuvent trouver en Communauté germanophone, une brochure de 20 pages *Die Berufswahl. Ein kleiner Ratgeber für Eltern*, un petit guide pour les parents, une brochure de 40 pages sur les études supérieures en Communautés française et germanophone et environ 90 dossiers d'information sur les professions.

L'*Arbeitsamt* envisage actuellement d'introduire des examens d'aptitude professionnelle standardisés qui, en Allemagne, ont déjà fait leurs preuves depuis 1992 sous l'appellation *Berufswahltests*, tests pour le choix d'une profession.

Le choix d'une profession fait l'objet de séminaires (*Berufswahlseminare*) organisés à l'initiative des Centres PMS et/ou de l'*Arbeitsamt*. Par des exercices pratiques, des jeux de rôles et des simulations, les participants traitent différents problèmes et contenus en rapport avec le choix d'un métier ou d'une profession.

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ORIENTATION

Dans les écoles

Les enseignants sont les acteurs de l'orientation. Lors de leur formation initiale ou continue, ils n'ont pas été particulièrement préparés à s'occuper de l'orientation des élèves et de l'éducation au choix des études et des carrières.

Dans d'autres services d'orientation

Les qualifications et les titres requis pour le personnel des Centres PMS, à savoir des psychologues, des infirmières ou des travailleurs sociaux, sont réglementés par des arrêtés royaux et des décrets. Aucune formation particulière pour les praticiens de l'orientation n'est prévue dans les formations initiales. Ils se sont formés eux-mêmes pendant le travail.

Learning by doing était aussi la devise pour les personnes qui, au sein de l'Office du travail de la Communauté germanophone, ont été chargées de l'orientation professionnelle et d'une mission de coordination des efforts d'information et de guidance déployés par divers acteurs dans le domaine de l'orientation des études, des professions et des formations.

COOPÉRATION ENTRE ÉCOLES, MONDE DU TRAVAIL, PARENTS ET AUTRES ACTEURS

La coopération entre les écoles, les parents, les anciens élèves et d'autres acteurs concernés est non seulement recommandée par le ministère et dans les textes réglementaires, mais aussi pratiquée dans et en dehors des écoles, comme en témoignent les nombreux exemples mentionnés dans la présente étude. On peut dire que les réalisations dépendent en grande partie du dynamisme des personnes chargées de l'orientation et des initiatives individuelles des établissements scolaires et des enseignants.

ACCÈS À L'INFORMATION SUR L'ORIENTATION

Depuis 2004, le ministère de la Communauté germanophone met à la disposition des écoles secondaires des brochures d'information sur les études et les diverses possibilités de formation professionnelle en Communauté germanophone ou en dehors de celle-ci (voir ci-dessus).

Les Centres PMS et l'*Arbeitsamt* (Office de l'emploi) sont très bien équipés et accessibles à tout public (voir ci-dessus).

Les *Jugendinformationszentrum St Vith* (JIZ) et *Infotreff Eupen* (Centres d'information pour les jeunes) offrent entre autres des informations sur les enseignements, les formations et les possibilités de carrière.

Quelques références Web

DGlive – Le portail de la Communauté germanophone: www.dglive.be

IAWM – *Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen* (Institut de formation professionnelle des classes moyennes et les petites et moyennes entreprises): www.iawm.be

ADG – Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Office de l'emploi): www.adg.be

Sources

1. Eurybase; Eurydice.
2. Ministère de la Communauté germanophone

Centre national Euroguidance

Mr Erwin Heeren

Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft – ADG – Euroguidance

Kontaktstelle Euroguidance

Berufs- und Ausbildungsberatung

Hütte 79

B-4700 Eupen